



---

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **AGENCE D'AMENAGEMENT ET DE PROMOTION DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2015**

#### **RAPPORT FINAL**

**(novembre 2016)**



Dakar, le 30 novembre 2016

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

- a) l'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué de son Autorité de Tutelle, le Ministère de l'Industrie et des Mines, a lancé plusieurs procédures d'acquisition dont la sélection de prestataires pour une mission d'étude d'impact environnemental et social et la sélection d'un prestataire pour les études géotechniques de la plateforme industrielle de Diamniadio. Nous avons noté sur les deux procédures précitées, que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI qui a lancé la procédure de sélection, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué en violation des dispositions de l'article 36 du CMP. Il s'y ajoute qu'au vu du procès-verbal d'ouverture des offres, le Secrétaire Général de l'APROSI a siégé dans la Commission des Marchés du Ministère de l'Industrie et des Mines, avec la qualité de membre, alors qu'il n'est pas formellement désigné comme tel par l'arrêté du Ministre de l'Industrie et des Mines, instituant la Commission des Marchés. Il y'a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 36 du CMP qui donne à la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage Délégué, la responsabilité de l'exécution des opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution provisoire.
- b) l'examen de la Demande de Renseignements et de Prix portant sélection d'un prestataire pour la réalisation des études géotechniques pour la plateforme industrielle de Diamniadio, attribuée à CEREEQ, pour un montant de 29 513 275 F CFA, a permis de noter les non-conformités ci-après :
- les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure de sélection; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle, il convient de se conformer. Elles ne portent pas non plus de mention de leur date de réception effective, par leurs destinataires. Une copie de la page du cahier de transmission devrait être classée dans le dossier de marché, pour permettre aux vérificateurs de s'assurer de la transmission et de la réception effective des Dossiers d'Appel à la Concurrence (DAC). La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée dans les lettres de saisine des candidats, ni la durée de validité des offres. Il est par ailleurs, indiqué dans les lettres de saisine que l'étude doit être livrée à l'APROSI, le 26 décembre 2014, soit 3 jours après la date d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une erreur dans la formulation de la lettre, car cette date du 26 décembre 2014 correspond plutôt à la date limite de dépôt des offres.
  - les prix des offres des cinq soumissionnaires sont mentionnés dans le Procès-Verbal d'Ouverture des plis. S'agissant d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase, après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires dont les offres techniques ont obtenu au moins la note

technique minimale requise dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence.

- le point 4 des termes de référence relatif à la méthode de sélection, mentionne à la fois la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût et la méthode de sélection au moindre coût. Deux méthodes de sélection ne peuvent être invoquées dans une seule et unique procédure concurrentielle. Le choix de la méthode doit être clair et ne prêter à aucune confusion, susceptible d'entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement.
- l'article 6 du contrat prévoit le paiement d'une avance de démarrage de 40%. Ce taux n'est pas conforme au CMP et l'avance n'est pas non plus couverte par une garantie de restitution d'avance, en violation des dispositions de l'article 97 du CMP.
- le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures, en violation de l'article 464.9 du CGI et de l'article 150 du CMP.
- aux termes de l'article 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP, pris en application de l'article 78 du CMP, les procédures de DRP doivent être soumises obligatoirement, à la revue de la CPM de l'AC. Nous notons que cette revue n'est pas matérialisée par un visa formel de la CPM, sur le dossier de marché. Il y'a lieu de bien formaliser l'avis de la CPM, sur chacun des dossiers de DRP qui lui sont obligatoirement soumis, pour avis.
- les lettres d'information des soumissionnaires non retenus, ne figurent pas dans le dossier de marché mis à notre disposition. Il s'agit d'une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure d'attribution, en ce qu'elle fait courir les délais de recours éventuel contre l'attribution.
- le procès-verbal du Comité Technique devant valider les livrables, n'est pas joint à la liasse de règlement du solde des honoraires ; l'établissement de ce document est un préalable à la certification et à la mise en règlement des factures.
- les supports de transmission des informations requises, aux termes de l'article 4 de l'arrêté 00107 ci-avant mentionné, ne sont pas non plus classés dans le dossier de marché.
- l'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué, a conduit les procédures de sélection de prestataires pour cette mission d'étude

géotechnique. Nous avons noté que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage, (le MIM) qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI qui a lancé la procédure de sélection. Ceci n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP.

c) l'examen de la procédure de sélection d'un Consultant pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social du projet Plateforme Industrielle de Diamniadio, attribué à Synergie Environnement, pour un montant de 17 700 000 F CFA, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités, à participer à la procédure de sélection ; il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer. Les copies des lettres ne portent pas de mention de leur réception effective, par leurs destinataires. Une copie de la page du cahier de transmission devrait être classée dans le dossier de marché, pour permettre aux vérificateurs de s'assurer de la transmission et de la réception effective des DAC. La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée dans la lettre d'invitation à soumissionner, ni la durée de validité des offres. Il est par ailleurs, indiqué dans la lettre, que l'étude doit être livrée à l'APROSI, le 29 décembre 2014, soit six (6) jours après la date d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une erreur dans la formulation de la lettre car, cette date du 29 décembre correspond plutôt à la date limite de dépôt des offres.
- il est indiqué dans le PVO en lettres, que cinq offres ont été reçues au terme du délai fixé, alors que seules deux offres ont été présentées et ouvertes par la Commission des Marchés.
- les prix des offres des deux soumissionnaires sont mentionnés dans le PVO. S'agissant d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase, après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires, dont les offres techniques ont obtenu la note technique minimale requise, dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence.
- il est indiqué dans l'article 2 du règlement de la consultation relatif à la durée que «... le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties ». Cette formulation n'est pas conforme au CMP, car la date d'entrée en vigueur, est en principe la date de notification du contrat, conformément à l'article 86 du CMP.

- il est indiqué qu'un rapport provisoire sera émis 1,5 mois, après la validation des termes de référence. Il est curieux d'insérer une telle disposition dans un contrat car, c'est sur la base des termes de référence, que sont normalement préparées, les propositions de services. Cette validation a été actée par lettre N°0866 de la Direction de l'Environnement et des Etablissement Classés (DEEC), en date du 20 mars 2015, suite à la transmission par l'APROSI, d'un projet de TDR, le 6 mars 2015. S'agissant des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) ou des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), dès lors que les livrables doivent obtenir l'avis de non-objection de la DEEC, il serait plus judicieux de faire valider les projets de TDR par cette direction, avant le lancement des procédures de sélection, pour éviter les rejets des rapports, après exécution ou des études complémentaires qui vont impacter les coûts ex-post.
  - l'article 4 du contrat prévoit le paiement d'une avance de démarrage de 50%. Ce taux n'est pas conforme à l'article 97 du CMP et l'avance n'est pas non plus couverte, par une garantie de restitution d'avance, en violation des dispositions du CMP.
  - le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en règlement des factures, en violation des dispositions de l'article 464.9 du CGI et de l'article 150 du CMP.
  - l'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué, a conduit les procédures de sélection de prestataires, pour cette mission d'étude d'impact environnemental et social. Nous avons noté que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage (le MIM), qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI qui a lancé la procédure de sélection. Ceci n'est pas conforme aux dispositions de l'article 36 du CMP.
- d) l'examen de la procédure d'attribution du marché par entente directe de la réalisation clé en main de la plateforme industrielle de Diamniadio, attribué à CGCOC, pour un montant de 19 705 090 330 F CFA HT HD (50% en USD, soit 17 995 537 USD et 50% en F CFA, soit 9 897 545 165 F CFA HT HD, a permis de noter les points ci-après :
- après l'avis défavorable de la DCMP sur la requête formulée par l'APROSI, aux fins d'obtenir l'autorisation de passer ce marché par entente directe, l'Autorité Contractante a saisi l'ARMP, pour obtenir cette autorisation et informer le Premier Ministre, aux fins de certification par ce dernier de la nécessité de poursuivre la procédure d'attribution, en vertu de l'article 76 du CMP. Par décision N°027/15 en date du 4 février 2015 in fine, l'ARMP « autorise l'APROSI, à titre exceptionnel, à conclure par entente directe avec la

société CGC Overseas Construction Group Co Ltd, le contrat relatif à la construction de la plateforme intégrée de Diamniadio ». Dans l'exposé des faits, le CRD évoque la lettre N°00111 PM/CAB/CS.GOUV.SD du 3 février 2015, certifiant que la signature du contrat avec la société chinoise CGC Overseas Construction Group. Co. Ltd (CGCOC), doit se faire pour des motifs d'intérêt général, conformément à l'article 76 du CMP. A notre avis, il convient juste de prendre acte de la décision de poursuivre ordonnée par le Premier Ministre, en vertu des dispositions de l'article 76 du CMP.

- nous avons noté dans l'article 16-02.b) du contrat qu' : « au titre d'avance exceptionnelle sur fournitures à très long délais et onéreuses, le Maître d'ouvrage pourra accorder également, une avance au maximum de 75% de la valeur des fournitures, sur présentation des pièces justificatives accompagnées d'une caution de garantie de remboursement, cette avance sera déductible sur les décomptes à venir, au même titre que l'avance de démarrage ». Ce taux de 75 % n'est pas conforme au taux prévu dans l'article 95-3 du CMP, qui prévoit au titre des avances sur approvisionnement, un plafonnement à 50% du montant du contrat d'achat ou de la commande considérée.
- nous avons noté que la garantie de restitution d'avance sur matériel et matériaux, délivrée par ECOBANK, est plafonnée à 1 020 937 500 F CFA alors que les avances faites à ce titre au titulaire du marché, se chiffrent à 1 249 178 000 F CFA, soit un montant de 228 240 500 F CFA non couvert. Une garantie complémentaire aurait dû être exigée au titulaire avant le paiement de l'avance. Il s'y ajoute qu'à l'exception de la commande faite au fournisseur MAMUT, pour 175 312 000 F CFA, les justificatifs des commandes et les contrats ne sont pas classés dans le dossier de marché.
- l'article 20 du contrat prévoit une retenue de garantie de 10% sur les paiements, en violation de l'article 118 du CMP qui limite le taux à 5% du montant des paiements. A l'exécution c'est ce taux de 5% qui a été appliqué ; il convient de mettre en cohérence, les documents de marchés avec la réglementation.
- un décompte N° 3 a été établi pour la période allant du 10 juillet 2015 au 8 août 2015, alors qu'un ordre de service de suspension des travaux avait été notifié au titulaire, en réponse à sa requête au motif que la pluie empêchait la poursuite des travaux, pour la période allant du 15 juillet au 15 août 2015. La période couverte par le décompte, ne correspond pas à une période d'activité, pouvant justifier l'émission de ce décompte. La même observation est valable pour le décompte N°5, établi pour la période allant du 3 août 2015 au 10 septembre 2015, alors qu'un ordre de service de suspension des travaux a été notifié au titulaire du marché, pour la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015. Il convient de veiller à la cohérence interne des documents de marché car

les travaux sont censés être suspendus, du 15 juillet au 15 août 2015 et du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015.

- des modifications ont été notées dans la devise de règlement de la quote-part en dollars, sur les décomptes N° 6, N° 9 et N°10, sans avenant de modification des conditions initiales de paiement du marché. La différence de change négative cumulée est estimée à 103 880 191 F CFA.
- seule la première avance sur approvisionnement de 103 125 000 F CFA, payée en septembre 2015, a été récupérée sur le décompte N°7, alors que d'autres avances sur approvisionnement estimées à 1 015 327 500 F CFA, avaient été facturées et payées. Les avances sur approvisionnements doivent être récupérées, au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage.
- les décomptes N°8 à N°13 n'ont pas été visés par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes, avant paiement.
- le montant cumulé des travaux au 8 juillet 2016, se chiffre à 18 318 107 USD et 10 074 958 893 F CFA, pour des travaux dont le coût initial était estimé à 17 995 537 USD et 9 897 545 165 F CFA, induisant un surcoût de 322 570 USD et 177 413 728 F CFA, soit un dépassement global de 354 827 000 F CFA, sans ordre de service. Ce dépassement ne doit pas être payé dans le cadre du marché ; il peut cependant donner lieu au paiement d'une indemnité, sur la base des dépenses réelles encourues. Nous précisons que l'entreprise aurait dû aviser le maître d'œuvre un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le cumul des travaux atteindra le montant total du marché, à charge pour le maître d'œuvre, de lui notifier un ordre de service d'arrêt des travaux, au moins dix jours avant cette date ou un ordre de service de poursuivre les travaux. A défaut d'ordre de service d'arrêter les travaux, ils doivent être poursuivis dans la limite de 5% du montant du marché, qui est facturé à prix global et forfaitaire.

Au regard des points évoqués ci-avant, notre avis est que l'APROSI s'est conformé de manière moyennement satisfaisante aux procédures de passation, de suivi et d'exécution des marchés passés édictées par le Code des Marchés Publics et ses textes d'application.

**Ibra Guèye**

**Directeur Associé**

|         | <b>SOMMAIRE</b>                                                                                                   | <b>Pages</b> |
|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
|         | Lexique des abréviations et sigles                                                                                |              |
| 1       | Contexte et Objectifs de la mission                                                                               | 12           |
| 1.1     | Contexte                                                                                                          | 13           |
| 1.2     | Objectifs de la mission et étendue des travaux effectués                                                          | 14           |
| 2.      | Environnement des marchés publics                                                                                 | 19           |
| 3.      | Synthèse de la revue                                                                                              | 21           |
| 3.1     | Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés | 22           |
| 3.1.1   | Présentation de l'APROSI                                                                                          | 22           |
| 3.1.2   | Commission des marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)                        | 24           |
| 3.1.3   | Cellule de Passation des Marchés                                                                                  | 24           |
| 3.1.4   | Production des rapports trimestriels et du rapport annuel                                                         | 25           |
| 3.1.5   | Documents de programmation de la préparation des marchés                                                          | 25           |
| 3.1.5.1 | Plan de Passation des Marchés                                                                                     | 25           |
| 3.1.5.2 | Avis Général de Passation des Marchés                                                                             | 26           |
| 3.1.6   | Archivage des dossiers                                                                                            | 26           |
| 3.1.7   | Autres                                                                                                            | 26           |
| 3.2     | Constats spécifiques aux marchés examinés                                                                         | 26           |
| 3.2.1   | Echantillon                                                                                                       | 26           |
| 3.2.2   | Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'APROSI                                                 | 28           |
| 3.2.3   | Marchés conclus par DRP                                                                                           | 29           |
| 3.2.3.1 | Marchés conclus par DRP Restreinte                                                                                | 29           |
| 3.2.4   | Marchés conclus par ED                                                                                            | 37           |
| 3.3     | Constats relatifs à l'exécution financière                                                                        | 42           |
| 3.4     | Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)                                            | 45           |
| 3.4.1   | Sélection                                                                                                         | 45           |

|       |                                                 |    |
|-------|-------------------------------------------------|----|
| 3.4.2 | Travaux effectués                               | 45 |
| 3.4.3 | Résultats                                       | 45 |
| 4.    | Synthèse des non conformités et recommandations | 46 |
| 5.    | Suivi des recommandations antérieures           | 54 |
| 6.    | Statistiques des anomalies                      | 56 |
| 7.    | Annexes                                         | 59 |
| 7.1   | Lettre de transmission du rapport provisoire    | 60 |
| 7.2   | Réponse de l'autorité contractante              | 62 |

## **Liste des abréviations et sigles**

|        |                                                            |
|--------|------------------------------------------------------------|
| AOO    | Appel d'Offres Ouvert                                      |
| APROSI | Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels |
| ARMP   | Autorité de Régulation des Marchés Publics                 |
| BTP    | Bâtiments et Travaux Publics                               |
| CM     | Commission des Marchés                                     |
| CMP    | Code des Marchés publics                                   |
| CPM    | Cellule de Passation des Marchés                           |
| DAC    | Dossier d'Appel à la Concurrence                           |
| DAF    | Direction Administrative et Financière                     |
| DAO    | Dossier d'Appel d'Offres                                   |
| DCMP   | Direction Centrale des Marchés Publics                     |
| DEEC   | Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés |
| DP     | Demande de Propositions                                    |
| DRP    | Demande de Renseignements et de Prix                       |
| ED     | Entente Directe                                            |
| EEIS   | Etude d'Impact Environnemental et Social                   |
| HT     | Hors Taxes                                                 |
| MEFP   | Ministère de l'Économie et des Finances et du Plan         |
| PGES   | Plan de Gestion Environnementale et Sociale                |
| PM     | Premier Ministre                                           |
| PPM    | Plan de Passation des Marchés                              |
| PV     | Procès-verbal                                              |
| TTC    | Toutes Taxes Comprises                                     |
| TVA    | Taxe sur la Valeur Ajoutée                                 |
| UEMOA  | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine              |

**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance et dans le souci de promouvoir la transparence et l'équité dans l'attribution des marchés publics, l'efficacité et la responsabilisation dans tous les processus d'engagement, de suivi et de contrôle de la dépense publique, le Gouvernement de la République du Sénégal a mis en place un nouveau système national de passation de marchés publics. Ce nouveau système qui a transposé les Directives N° 4 et N° 5 de l'UEMOA relatives aux marchés publics, a contribué à hisser le système de gestion de la commande publique au Sénégal au niveau des meilleures pratiques internationales.

Conformément aux principes posés par les Directives précitées de l'UEMOA, le système est basé sur la séparation des fonctions de régulation, de contrôle et d'exécution. Ceci a conduit, au plan institutionnel, à la création d'une Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) indépendante et distincte de la Direction Centrale des Marchés Publics chargée du contrôle a priori des marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. La gestion 2015 objet de la présente revue de conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés publics par les autorités contractantes, marque le début de la mise en œuvre effective des dispositions du décret 2014-1212 du 22 septembre 2014 dont les arrêtés d'application n'ont été pris qu'en début 2015.

Ce nouveau décret portant Code des Marchés Publics consacre, entre autres innovations, le rehaussement des seuils de passation des marchés par appel d'offres et subséquemment le transfert de responsabilités accrues de contrôle a priori aux Cellules de Passation des Marchés. Ce faisant, lesdites Cellules de Passation des Marchés exercent dorénavant de véritables missions de contrôle a priori et disposent de surcroît, du pouvoir de formuler une objection à la poursuite d'une procédure en cours avec un recours éventuel à l'arbitrage par la DCMP en cas de différend entre les avis du Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés et de la Personne Responsable des Marchés au niveau de l'Autorité Contractante (article 2 de l'arrêté 00865 du 22 janvier 2015 en application des articles 35 et 141 du CMP).

Cette nouveauté donne encore plus de relief à l'appréciation de la pertinence et de l'efficacité de l'organisation mise en place et des systèmes de contrôle interne dans la mise en œuvre des processus d'acquisition.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2015 afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de l'APROSI avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la fraude et la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant a apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité

contractante, des décisions y relatives et **nous avons apprécié la pertinence desdites décisions** ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- d'examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusives, restrictives, obstructives) telles qu'elles sont définies dans les directives publiées par la réglementation en vigueur ;
- d'évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- de contrôler la matérialité des dépenses effectuées et la conformité physique des travaux effectués ;
- de se prononcer sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures ou rapports, mettre à jour les malfaçons, les dangers éventuels de certains ouvrages... ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP (Point Focal) pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) à l'analyse de l'échantillon-test constitué par l'ARMP à partir des statistiques des marchés publics sur la base des critères de sélection ci-après :
  - tous les marchés dont le montant est supérieur à 1 000 000 000 F CFA ;
  - tous les marchés passés par entente directe ;
  - tous les marchés passés par appel d'offres restreint ;
  - 30% en nombre ou en valeur des DRP à compétitions ouvertes immatriculées à Dakar et 20% en nombre ou en valeur des DRP à compétition ouverte immatriculées au niveau des Pôles Régionaux ;
  - 25% en nombre ou en valeur des appels d'offres n'atteignant pas le seuil de revue de la DCMP ;
  - 25% en nombre ou en valeur des Demandes de Propositions ;
  - Au moins 80% en valeur des marchés passés sur financement Luxembourgeois et 2/3 des DRP passées.

La sélection de l'ARMP ci-avant mentionnée a été complétée des autres marchés passés par l'Autorité Contractante sur la base des critères ci-dessous :

- les avenants sur les marchés sélectionnés ;
- au moins 25%, en valeur, des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) à compétition restreinte qu'elle a passées. Si la population est inférieure ou égale à 10, la revue concernera l'ensemble des marchés passés. Si la sélection donne un nombre inférieur à 10, le nombre de marchés à revoir est porté à 10.

Nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) et avons effectué un audit de matérialité sur 25% en nombre ou en valeur des marchés.

Nous avons procédé pour les marchés sélectionnés :

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect

- des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissements demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d) à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) à des vérifications sur :
- la prise en compte effective des observations de la DCMP sur les PPM publiés ;
  - l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
  - l'immatriculation des contrats ;
  - la production des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
  - l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
  - la réception par les commissions habilitées des travaux et fournitures ou validation des livrables ;
  - la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM et sa correcte application ;
  - la qualité du personnel de la cellule de passation des marchés ;
  - la tenue effective des registres de marchés côtés et paraphés ;
  - l'application des pénalités de retard prévues.
- f) à l'analyse de la qualité, de la transparence et de l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même que son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- g) à l'analyse des éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusives, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans la réglementation ;
- h) à l'évaluation du niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et de leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- i) à la formulation de recommandations pour une meilleure application du CMP et à la définition de leurs modalités de mise en œuvre et l'élaboration d'un tableau de suivi ;
- j) à la mise en œuvre de l'audit de matérialité (inspection physique) sur 25% en nombre des marchés faisant l'objet de revue pour chaque autorité contractante. Nous avons procédé selon notre appréciation de leur opportunité, à un contrôle de la matérialité des dépenses effectuées, à une appréciation sommaire de l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports par référence à leur prix, à leur description dans

le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation, à un contrôle de la conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques, à une vérification de la correcte justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;

Nous livrons dans nos recommandations, des indications claires sur les marchés dans lesquels il y a des indices de fraude et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

**SECTION 2**  
**ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2

### ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté N°861 du 22 janvier 2015 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une **Cellule de Passation des Marchés** chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté N° 865 du 22 janvier 2015 du Ministre de l'Économie et des Finances relatif à l'organisation et au fonctionnement des Cellules de Passation des Marchés pris en application des dispositions des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics.

**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

### 3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

#### 3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

##### 3.1.1 Présentation de l'APROSI

L'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites Industriels (APROSI) a été créée par le décret 2002-981 du 7 octobre 2002. Ce décret fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence.

##### 3.1.1.1 Missions de l'Agence

Comme indiqué dans le décret ci-avant mentionné, l'APROSI a pour missions :

- d'identifier, de constituer et d'acquérir des réserves foncières dans le respect de la législation en vigueur ;
- de mieux structurer la forme d'appui de l'État aux entreprises industrielles en matière d'affectation de sites ;
- d'assurer la gestion des sites ainsi mis à sa disposition par la cession ou la location à usage industriel ;
- d'assurer l'aménagement et la promotion d'espaces bâtis destinés à des activités industrielles ;
- d'assurer l'aménagement des espaces communs destinés à l'incubation et à l'essaimage d'activités industrielles à haute valeur ajoutée en privilégiant la proximité de plates-formes industrielles dynamiques, de centres d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle ;
- de procéder ou faire procéder à la réhabilitation et à l'aménagement de sites destinés à abriter harmonieusement des activités industrielles ;
- de s'assurer de la bonne gestion et de la maintenance des sites ;
- de contribuer au développement d'une offre compétitive de production et de services des opérateurs installés sur le site ;
- de promouvoir toute action pour la rentabilisation et l'occupation optimales des sites industriels ;
- d'approuver préalablement l'aménagement de zones industrielles, par les collectivités locales ou tout autre partenaire au développement industriel.

##### 3.1.1.2 Administration de l'Agence

L'Agence d'Aménagement et de Promotion des Sites industriels (APROSI) est placée sous l'autorité hiérarchique du Ministre chargé de l'Industrie. Elle est administrée par un Conseil de Surveillance et une Direction Générale.

## **Le Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance est l'organe de supervision, de contrôle et de suivi des actions de l'Agence. Dans ce cadre :

- il approuve les orientations stratégiques, le programme prévisionnel trimestriel d'actions et le projet de budget annuel de l'Agence ;
- il approuve le manuel de gestion et de procédures ainsi que l'organigramme de l'Agence ;
- il assure le suivi et l'évaluation des activités de l'Agence ;
- il approuve le rapport annuel d'activités de l'Agence ;
- il approuve les états financiers arrêtés, par le Directeur général, au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

## **Le Directeur Général**

Le Directeur Général est nommé par décret et agit sous la supervision du Conseil de Surveillance. Le Directeur Général de l'Agence est chargé de veiller à la bonne exécution de l'ensemble des missions de l'Agence et dispose des pouvoirs conférés par le décret de création de l'Agence pour assurer la gestion de l'Agence dans le cadre des missions qui lui sont confiées. A ce titre, le Directeur Général est chargé notamment :

- d'élaborer et de soumettre pour approbation au Conseil de Surveillance, le manuel de gestion et de procédures ainsi que l'organigramme de l'Agence ;
- d'assurer la bonne organisation et le bon fonctionnement de l'Agence ;
- d'assurer la gestion des comptes ;
- de préparer et de soumettre au Conseil de Surveillance les orientations stratégiques, un plan d'actions et un programme prévisionnel trimestriel d'actions et le projet de budget annuel de l'Agence ;
- de rechercher en relation avec les services compétents de l'Etat, les financements nécessaires à la réalisation de ses missions ;
- d'exécuter le programme d'actions et le budget ;
- de signer tous les marchés, contrats ou conventions conformes à la mission qui lui est confiée, dans le cadre des lois et règlements en vigueur en la matière ;
- de préparer le rapport annuel d'activités de l'Agence qu'il soumet au Conseil de Surveillance ;
- d'arrêter et de soumettre au Conseil de Surveillance pour approbation les états financiers de l'Agence ;
- d'établir les rapports périodiques, à l'intention du Ministre chargé de l'Industrie, sur les indicateurs de performance de l'Agence ;
- de représenter l'Agence auprès des tiers ;

- d'estimer en justice pour le compte de l'Agence.

L'Agence est dotée, entre autres, d'une direction technique chargée des questions foncières et des infrastructures et plus particulièrement du choix des sites et de leur aménagement.

### **3.1.1.3 Ressources de l'Agence**

Les ressources de l'Agence sont constituées, notamment, par :

- une dotation budgétaire globale annuelle allouée par l'État ;
- des ressources provenant des partenaires au développement ;
- des redevances versées par les bénéficiaires en contrepartie des services et autres prestations fournis par l'Agence ;
- des produits des ventes ou location de terrains à usage industriel ;
- les produits des ventes ou location d'espaces bâtis, de bureaux ;
- le produit de placement des fonds disponibles.

Ces ressources sont entièrement et exclusivement utilisées par l'Agence pour l'exécution de sa mission et, les actes destinés à mouvementer ses comptes bancaires sont signés par le Directeur général et contresignés par le Comptable.

Sous la supervision du Comité de Surveillance, le Directeur général gère sous sa responsabilité les Fonds mis à la disposition de l'Agence.

### **3.1.2 Commission des marchés**

La Commission des Marchés (CM) de l'APROSI, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée conformément à l'arrêté N° 861 du 22 janvier 2015 pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2014 – 1212 du 22 septembre 2014 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) doit être pris au plus tard le 5 janvier de l'année. Cet acte n'a pas été mis à notre disposition.

Nous avons noté que la Commission des Marchés n'a pas systématiquement respecté ses obligations d'information des soumissionnaires notamment par la transmission régulière des procès-verbaux d'ouverture des plis, la notification formelle des attributions provisoires et définitives, l'information des soumissionnaires non retenus aux termes des procédures d'appel à la concurrence, la publicité des attributions définitives.

### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément l'arrêté 865 du 22 janvier 2015 pris en application des dispositions des articles 35 et 141 du décret 2014 – 1212 du 22 septembre 2014 portant CMP.

Les rapports trimestriels formels ont été régulièrement transmis à la DCMP et le rapport annuel a également été préparé.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas accompli toutes les tâches qui lui sont dévolues notamment celle relative à la transmission des données relatives aux marchés attribués suite aux procédures de DRP-CR comme le recommande l'article 4 de l'arrêté N°107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP et pris en application de l'article 78 du CMP. Cette situation résulte essentiellement du fait que plusieurs procédures de Demandes de Renseignements et de Prix à Compétition Restreinte, sont déroulées et pilotées par les Administrateurs des Crédits au sein des Directions ou Services initiateurs et, hors de la vue de la Cellule de Passation des Marchés. La CPM ne fait par conséquent pas de revue des dossiers concernés et ne donne a fortiori pas d'avis sur la conformité desdites procédures, aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté N° 107 du MEF, pris en application de l'article 78 du CMP aux termes duquel, les procédures de DRP doivent être obligatoirement soumises à la revue de la CPM.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

La Cellule de Passation des Marchés de l'APROSI s'est conformée aux dispositions de l'article 144 du CMP qui lui fait obligation de préparer et déposer annuellement, auprès de l'autorité dont elle relève, de la DCMP et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Le rapport produit par la CPM est succinct et ne fait que compiler la liste des marchés passés. Le rapport devrait être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui, ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Aux termes de l'article 6 du CMP, les Autorités Contractantes doivent déterminer et évaluer aussi exactement que possible le montant total des marchés de fournitures, de services et de travaux qu'elles envisagent de passer au cours de l'année et établissent un plan de passation des Marchés. Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP pour publication conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

### 3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

Aux termes de l'article 6 du CMP, les projets de marchés figurant dans le Plan de Passation des Marchés et qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres font l'objet de la publication d'un Avis Général de Passation des Marchés au plus tard le 15 janvier de l'année prévue pour leur passation. L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 15 janvier de l'année en cours.

### 3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Il s'agit alors à cette étape de vérifier sur l'ensemble du processus de passation si le système de codification, d'archivage et de classement des documents liés à la passation des marchés est respecté. Des carences ont été notées dans le classement et l'archivage des documents de passation des marchés quand bien même des efforts notables ont été faits pour se conformer aux exigences du manuel de classement élaboré par l'ARMP.

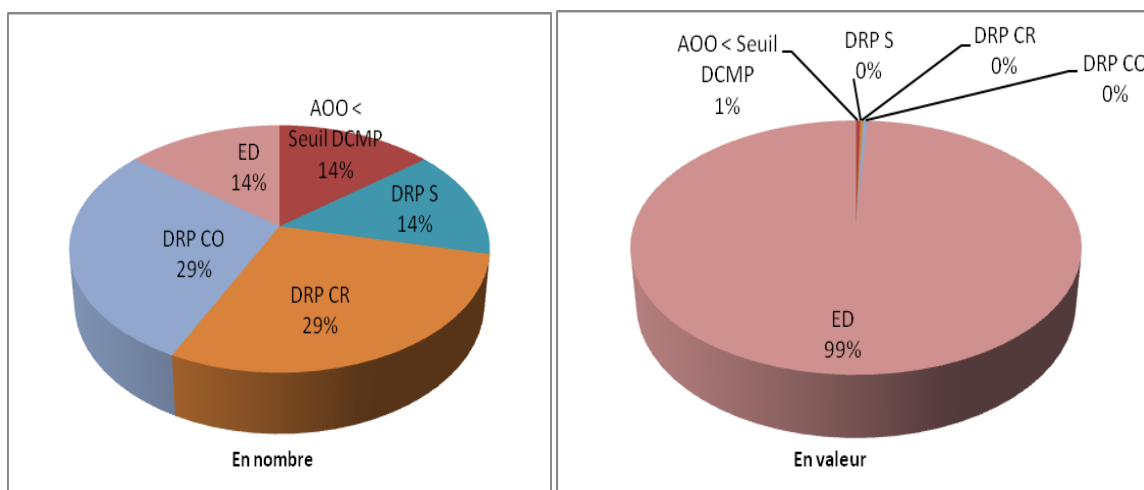
### 3.1.7 Autres

## 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

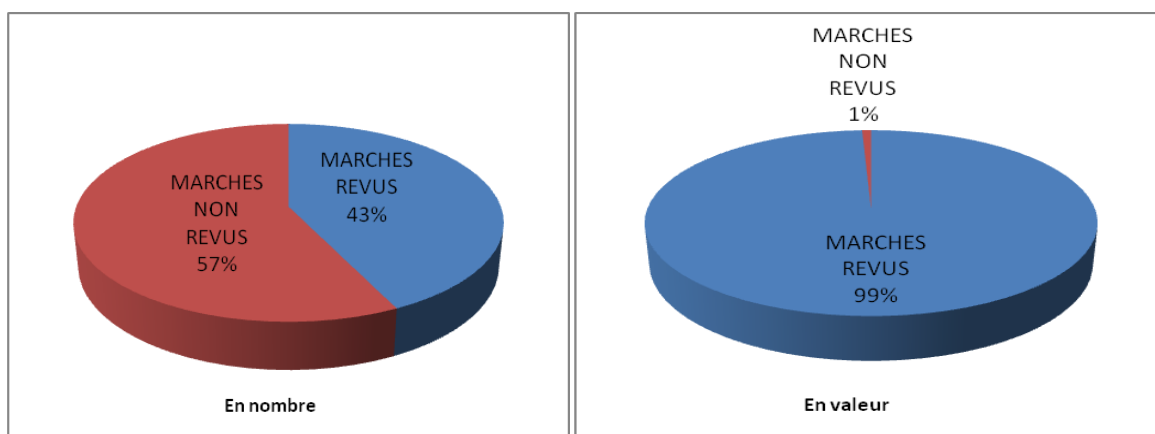
### 3.2.1 Échantillon

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

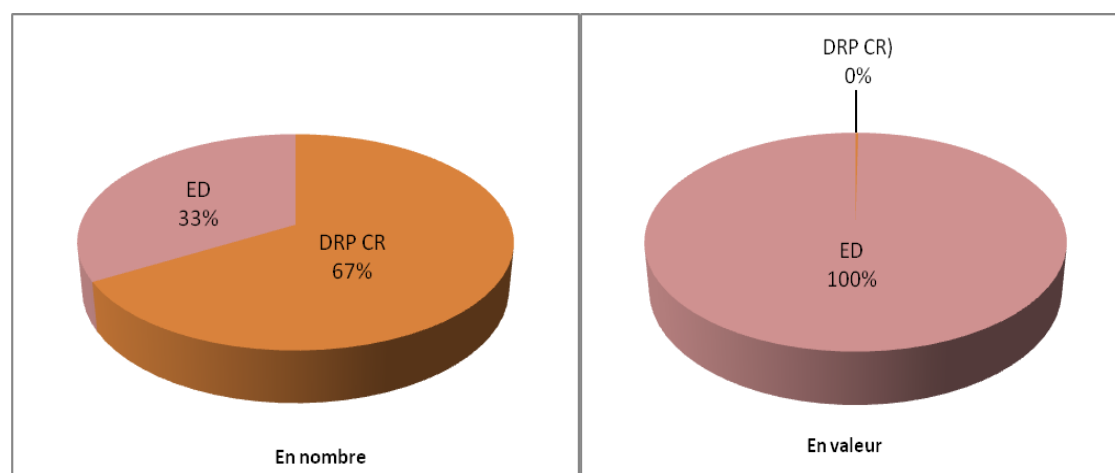
| Modes de passation de marchés                         | Typologie des marchés présentés |                       | Typologie des marchés revus |                       | Taux de couverture |               |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------|---------------|
|                                                       | Nombre                          | Montant               | Nombre                      | Montant               | Nombre             | Montant       |
| Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP              | -                               | -                     | -                           | -                     | -                  | -             |
| Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP              | 1                               | 72 854 380            | -                           | -                     | 0%                 | 0%            |
| Appel d'offres restreint (AOR)                        | -                               | -                     | -                           | -                     | -                  | -             |
| Demande de Proposition (DP)                           | -                               | -                     | -                           | -                     | -                  | -             |
| Demande de Renseignements et de Prix (DRP Simple)     | 1                               | 2 399 349             |                             |                       | 0%                 | 0%            |
| Demande de Renseignements et de Prix (DRP Restreinte) | 2                               | 47 213 275            | 2                           | 47 213 275            | 100%               | 100%          |
| Demande de Renseignements et de Prix (DRP Ouverte)    | 2                               | 71 948 943            |                             |                       | 0%                 | 0%            |
| Entente directe (ED)                                  | 1                               | 19 705 090 330        | 1                           | 19 705 090 330        | 100%               | 100%          |
| Avenant                                               | -                               | -                     | -                           | -                     | -                  | -             |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>7</b>                        | <b>19 899 506 277</b> | <b>3</b>                    | <b>19 752 303 605</b> | <b>43%</b>         | <b>99,26%</b> |



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



#### DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'APROSI

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'APROSI sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES A L'APROSI EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRÊTES 106, 860 ET 866 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 141, 114 ET 115 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

| Type de marchés                | Seuils de passation<br>par Appel d'Offres<br><br>Article 53 | Seuil de contrôle DCMP Arrêté 00106 pris en<br>application de l'article 141 du CMP                                                                  | Garantie de<br>soumission<br><br>Arrêté N° 860<br>en application<br>de l'article 114 | Garantie de<br>bonne<br>exécution<br><br>Arrêté 866 en<br>application de<br>l'article 115 |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                |                                                             | Dossier d'Appel à la Concurrence<br>Rapport d'évaluation et Procès-verbal<br>d'attribution<br>Examen juridique et technique du Projet de<br>Contrat |                                                                                      |                                                                                           |
| Travaux                        | 100                                                         | 400                                                                                                                                                 | ≥100                                                                                 | ≥100                                                                                      |
| Fournitures                    | 60                                                          | 250                                                                                                                                                 | ≥80                                                                                  | ≥75                                                                                       |
| Services                       | 60                                                          | 200                                                                                                                                                 | ≥80                                                                                  | ≥75                                                                                       |
| Prestations<br>Intellectuelles | 60                                                          | 200                                                                                                                                                 | NA                                                                                   | ≥100                                                                                      |

### 3.2.3 Marchés conclus par DRP

#### 3.2.3.1 Marchés conclus par DRP Restreinte

| <b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX PORTANT SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'ETUDE GEOTECHNIQUE POUR LA PLATEFORME INDUSTRIELLE INTEGREE DE DIAMNIADIO<br/>MARCHE ATTRIBUE AU CEREEQ POUR UN MONTANT DE 29 513 275F CFA</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Date de transmission de la lettre d'invitation à soumissionner</b>                                                                                                                                                                             | 23 décembre 2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Date d'ouverture des offres</b>                                                                                                                                                                                                                | 30 décembre 2014                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prestataires consultés</b>                                                                                                                                                                                                                     | 05 : BET PLUS, CEREEQ, LABOSOL, MSI LAB, SENLABO BTP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Date de l'évaluation technique</b>                                                                                                                                                                                                             | 5 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Date d'attribution</b>                                                                                                                                                                                                                         | 5 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Attributaire</b>                                                                                                                                                                                                                               | CEREEQ SA                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Montant du marché en TTC</b>                                                                                                                                                                                                                   | 29 513 275                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Date de notification de l'attribution</b>                                                                                                                                                                                                      | 9 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Non conformités</b>                                                                                                                                                                                                                            | <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités, à participer à la procédure de sélection; il s'agit d'une exigence de transparence, à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Les copies des lettres ne portent pas de mention de leur réception effective par leurs destinataires.</p> <p>Une copie de la page du cahier de transmission devrait être classée dans le dossier de marché, pour permettre aux vérificateurs, de s'assurer de la transmission et de la réception effective des DAC.</p> <p>La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée ni la durée de validité des offres. Il est par ailleurs, indiqué dans la lettre que l'étude doit être livrée à l'APROSI, le 26 décembre 2014, soit 3 jours après la date d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une erreur dans la formulation de la lettre, car cette date du 26 décembre 2014, correspond plutôt à la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Les prix des offres des cinq soumissionnaires sont</p> |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>mentionnés dans le Procès-verbal d'Ouverture des plis. S'agissant d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase, après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires, dont les offres techniques ont obtenu au moins la note technique minimale requise, dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence (article 80 du CMP).</p> <p>Les notes individuelles attribuées par chaque évaluateur, ne sont pas annexées au procès-verbal d'évaluation. Il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle, il convient de se conformer.</p> <p>Le point 4 des termes de référence relatif aux bases de la sélection, mentionne à la fois la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût et la méthode de sélection au moindre coût. Deux méthodes de sélection ne peuvent être invoquées dans une seule et unique procédure concurrentielle. Le choix de la méthode doit être clair et ne prêter à aucune confusion susceptible, d'entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement.</p> <p>Le PV de négociation n'est pas classé dans le dossier de marché. Cette étape de négociation est à prévoir dans les marchés de prestations intellectuelles, notamment pour préciser les objectifs et l'approche méthodologique, la disponibilité des experts, le respect des délais....</p> <p>L'article 6 du contrat prévoit le paiement d'une avance de démarrage de 40%. Ce taux n'est pas conforme au CMP et l'avance n'est pas non plus couverte, par une garantie de restitution d'avance, en violation des dispositions de l'article 97 du CMP.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en règlement des factures.</p> <p>Aux termes de l'article 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP, pris en application de l'article 78 du CMP, les procédures de DRP doivent être soumises obligatoirement à la revue de la CPM de l'AC. Nous notons que cette revue n'est pas matérialisée par un visa formel de la CPM, sur le dossier de marché. Il y'a lieu de bien formaliser l'avis de la CPM, sur chacun des dossiers de DRP.</p> |
|--|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                        | <p>Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus ne figurent pas dans le dossier de marché, mis à notre disposition. Il s'agit d'une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure d'attribution, en ce qu'elle fait courir les délais de recours éventuel contre l'attribution.</p> <p>Le procès-verbal du Comité Technique devant valider les livrables, n'est pas joint à la liasse de règlement du solde des honoraires.</p> <p>L'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué, a conduit les procédures de sélection de prestataires pour cette mission d'étude géotechnique. Nous avons noté que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage (le MIM), qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI, qui a lancé la procédure de sélection.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 107 du MEF, relatif aux informations à communiquer à la DCMP, pour publication de l'attribution sur le site des marchés publics.</p> |
| <b>Recommandations</b> | <p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats invités à participer à la procédure de sélection dans les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Donner une date certaine à l'établissement, la transmission et la réception de tous les documents de marchés ;</p> <p>Préciser la durée de validité des offres dans les DAC et veiller à la cohérence des informations consignées dans les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires dont les offres techniques ont obtenu au moins la note technique minimale requise dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence (article 80 du CMP) ;</p> <p>Etre précis dans le choix de la méthode de sélection pour éviter les risques de confusion et l'annulation de la procédure à la requête de toute personne intéressée à son bon</p>                                                                |

|                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                | <p>déroulement ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 97 du CMP ;</p> <p>Veiller à ce que le titulaire du marché se conforme aux dispositions de l'article 150 du CMP et de l'article 464.9 du CGI ;</p> <p>Se conformer à l'article 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP, pris en application de l'article 78 du CMP aux termes duquel, les procédures de DRP doivent être soumises obligatoirement à la revue de la CPM de l'AC. Formaliser cette revue de la CPM sur les DRP ;</p> <p>Se conformer à l'article 4 de l'arrêté N°107 du MEF ci-avant mentionné ;</p> <p>Joindre à la liasse de règlement le procès-verbal du Comité Technique, avant le règlement du solde des honoraires.</p> <p>Se conformer à l'article 36 du CMP.</p> |
| <b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Appréciation du Consultant</b>              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

| <b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX<br/>SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'ETUDE<br/>D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET PLATEFORME<br/>INDUSTRIELLE INTEGREE DE DIAMNIADIO<br/>MARCHE ATTRIBUE A SYNERGIE ENVIRONNEMENT<br/>POUR UN MONTANT DE 17 700 000 F CFA</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Date de transmission de la lettre d'invitation à soumissionner</b>                                                                                                                                                                                                                             | 23 décembre 2014<br>Cinq prestataires ont été consultés (APAVE SAHEL, HPR HANK, PMC, PRESTIGE DDH, SYNERGIE ENVIRONNEMENT)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Date d'ouverture des offres</b>                                                                                                                                                                                                                                                                | 30 décembre 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Date de l'évaluation technique</b>                                                                                                                                                                                                                                                             | 4 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Date d'attribution</b>                                                                                                                                                                                                                                                                         | 9 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Attributaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                               | SYNERGIE ENVIRONNEMENT                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Montant du marché en TTC</b>                                                                                                                                                                                                                                                                   | 17 700 000                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Notification de l'attribution</b>                                                                                                                                                                                                                                                              | 9 janvier 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Non conformités</b>                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p>L'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué de son Autorité de Tutelle le Ministère de l'Industrie et des Mines, a lancé la procédure de sélection de prestataires pour cette mission d'étude d'impact environnemental et social. Cependant, nous avons noté que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage (le MIM), qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI, qui a lancé la procédure de sélection, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué et ceci en violation des dispositions de l'article 36 du CMP. Au vu du procès-verbal d'ouverture des offres, le Secrétaire Général de l'APROSI a siégé dans la Commission des Marchés du Ministère de l'Industrie et des Mines, avec la qualité de membre, alors qu'il n'est pas formellement désigné comme tel par le Ministre de l'Industrie et des Mines.</p> <p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités, à participer à la procédure de sélection; il s'agit d'une exigence de transparence, à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Les copies des lettres ne portent pas de mention de leur réception effective par leurs destinataires.</p> <p>Une copie de la page du cahier de transmission, devrait être classée dans le dossier de marché, pour permettre aux vérificateurs de s'assurer de la transmission et de la réception effective des DAC.</p> |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée ni la durée de validité des offres. Il est par ailleurs indiqué dans la lettre que l'étude doit être livrée à l'APROSI, le 29 décembre 2014, soit 6 jours après la date d'établissement des lettres d'invitation à soumissionner. Il s'agit d'une erreur dans la formulation de la lettre car cette date du 29 décembre, correspond plutôt à la date limite de dépôt des offres.</p> <p>Il est indiqué dans le PVO en lettres, que cinq offres ont été reçues au terme du délai fixé, alors que seules deux offres ont été présentées et ouvertes par la Commission des Marchés.</p> <p>Les prix des offres des deux soumissionnaires, sont mentionnés dans le PVO. S'agissant d'un marché de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase, après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires, dont les offres techniques ont obtenu au moins la note technique minimale requise, dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence (article 80 du CMP).</p> <p>Les notes individuelles attribuées par chaque évaluateur, ne sont pas annexées au procès-verbal d'évaluation. Il s'agit d'une exigence de transparence à laquelle il convient de se conformer.</p> <p>Le PV de négociation n'est pas classé dans le dossier de marché. Cette étape de négociation est à prévoir dans les marchés de prestations intellectuelles, notamment pour préciser les objectifs et l'approche méthodologique, la disponibilité des experts, le respect des délais...</p> <p>Il est indiqué dans l'article 2 relatif à la durée que «... le contrat entre en vigueur à la date de signature par la dernière des parties ». Cette formulation n'est pas conforme au CMP car la date d'entrée en vigueur est en principe la date de notification du contrat (article 86 du CMP).</p> <p>Il est indiqué dans le contrat qu'un rapport provisoire sera émis 1,5 mois, après la validation des termes de référence. Il est curieux d'insérer une telle disposition dans un contrat car, c'est sur la base des termes de référence, que sont normalement préparées les propositions de services. Cette validation a été actée par lettre N°0866 de la DEEC, en date du 20 mars 2015 suite à la transmission par l'APROSI d'un projet de TDR le 6 mars 2015. S'agissant des EIES ou des PGES, dès lors que les livrables doivent obtenir l'avis de non objection de la Direction de l'Environnement et des Etablissement Classés, il serait plus judicieux de faire valider les projets de TDR par cette direction, avant le lancement des procédures de sélection, pour éviter les rejets des rapports après exécution ou des études complémentaires qui vont impacter les coûts ex-post.</p> <p>Une avance forfaitaire de 50% des honoraires prévue dans le contrat à</p> |
|--|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                        | <p>l'article 4, a été payée au prestataire, en violation des dispositions de l'article 97 du CMP qui prévoit un taux de 20% couvert par une garantie bancaire. L'avance n'est pas non plus couverte par une garantie de restitution d'avance, en violation des dispositions du CMP.</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en règlement des factures.</p> <p>La liasse de règlement du décompte à la remise du rapport provisoire, ne comprend pas le procès-verbal du Comité Technique devant valider le livrable et donner le feu vert pour le paiement du décompte ; ce procès-verbal doit être joint à la demande de paiement, avant apposition du « Bon à payer » ; sous ce rapport, il convient de signaler que la même anomalie a été observée sur la liasse de règlement du solde des honoraires, qui n'est pas accompagnée du procès-verbal de l'audience publique. Il convient de veiller au classement exhaustif de toutes les pièces justificatives de dépenses.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté 107 du MEF relatif aux informations à communiquer à la DCMP, pour publication de l'attribution, sur le site des marchés publics.</p> <p>L'AC ne s'est pas conformé à l'article 12 de l'arrêté 107 ci-avant mentionné, relatif au contrôle de la procédure par la Cellule de Passation des Marchés.</p> |
| <b>Recommandations</b> | <p>Se conformer aux dispositions de l'article 36 du CMP ;</p> <p>Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats invités à participer à la procédure de sélection dans les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Donner une date certaine à l'établissement, la transmission et la réception de tous les documents de marchés ;</p> <p>Préciser la durée de validité des offres dans les DAC et veiller à la cohérence des informations consignées dans les lettres d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Il conviendrait de rappeler à l'AC que pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires dont les offres techniques ont obtenu au moins la note technique minimale requise dans les données particulières du</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                | <p>dossier d'appel à la concurrence ;</p> <p>Etre précis dans le choix de la méthode de sélection pour éviter les risques de confusion et l'annulation de la procédure à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 97 du CMP ;</p> <p>Veiller à ce que le titulaire du marché se conforme aux dispositions de l'article 150 du CMP et de l'article 464.9 du CGI ;</p> <p>Se conformer à l'article 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP en application de l'article 78 du CMP aux termes duquel les procédures de DRP doivent soumises obligatoirement à la revue de la CPM de l'AC. Formaliser cette revue de la CPM sur les DRP ;</p> <p>Se conformer à l'article 4 de l'arrêté N°107 du MEF ci-avant mentionné ;</p> <p>Joindre à la liasse de règlement le procès-verbal du Comité Technique avant le règlement du solde des honoraires.</p> |
| <b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Appréciation du Consultant</b>              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### 3.2.4 Marchés conclus par Entente Directe

| <b>ENTENTE DIRECTE</b><br><b>REALISATION CLE EN MAIN DE LA PLATEFORME INDUSTRIELLE INTEGREE DE DIAMNIADIO</b><br><b>MARCHE ATTRIBUE A CGCOC POUR UN MONTANT TOTAL DE 19 705 090 330 F CFA 50% EN USD SOIT 17 995 537 USD HT HD, 50% EN C CFA 9 897 545 165 F CFA HT HD</b> |                                                                                                                                                                                                                                                         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Date de transmission de la demande d'autorisation d'entente directe</b>                                                                                                                                                                                                 | Lettre N°00008/MIM/APTROSI/DG en date du 30 janvier 2015                                                                                                                                                                                                |
| <b>Date ANO DCMP sur la requête de l'APROSI</b>                                                                                                                                                                                                                            | 30 janvier 2015 par lettre N°000018/MEFP/DCMP                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Recours de l'APROSI auprès du CRD de l'ARMP pour passer un marché par entente directe</b>                                                                                                                                                                               | 2 février 2015                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Décision du CRD</b>                                                                                                                                                                                                                                                     | Décision du CRD N°027/15/ARMP/CRD du 4 février 2015                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Date d'attribution</b>                                                                                                                                                                                                                                                  | 10 mars 2015                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Date de souscription du contrat</b>                                                                                                                                                                                                                                     | 10 mars 2015                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Date d'approbation</b>                                                                                                                                                                                                                                                  | 3 avril 2015                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Date d'immatriculation</b>                                                                                                                                                                                                                                              | 8 avril 2015                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Date de notification du marché</b>                                                                                                                                                                                                                                      | 23 avril 2015                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Ordre de service de démarrage des travaux</b>                                                                                                                                                                                                                           | 4 juin 2015 pour un démarrage des travaux le 5 juin 2015 fin des travaux prévue le 5 juin 2016.                                                                                                                                                         |
| <b>Attributaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                        | <b>CGCOC</b>                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Montant du marché</b>                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>19 705 090 330 F CFA</b><br><b>50% EN USD SOIT 17 995 537 USD HT HD</b><br><b>50% EN C CFA 9 897 545 1665 F CFA HT HD</b>                                                                                                                            |
| <b>Non conformités</b>                                                                                                                                                                                                                                                     | Un contrat a été signé entre le titulaire du marché CGCOC et le Cabinet ICA INGENIEURS CONSEIL ASSOCIES, pour l'exécution d'une mission de contrôle et de supervision des travaux de voirie du P2I, pour un montant de 84 408 810 F CFA, pour une durée |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>d'exécution de six mois qui manque de cohérence avec la durée d'exécution des travaux initialement fixée à 11 mois, auxquels s'ajoute un mois pour les études. Les paiements au profit du bureau de contrôle, sont effectués par le Maître d'ouvrage. Ce contrat comporte dans ses modalités de règlement, le paiement d'une avance de 25% non couverte par une garantie de restitution d'avance. Le mode de dévolution de ce contrat, semble avoir été choisi pour contourner les contraintes d'une sélection par une procédure ouverte, d'un consultant pour la mission de contrôle et de supervision des travaux.</p> <p>Un deuxième contrat de contrôle technique de la solidité des ouvrages, a été signé le 16 juin 2015, entre le titulaire du marché CGCOC et SCAT INTERNATIONAL ; ce contrat a été approuvé par le Directeur Général de l'APROSI qui n'est a priori, pas partie prenante au contrat. Cette approbation confirme que la mise en première ligne de CGCOC, tendrait plutôt à contourner les procédures nationales de passation de marché. Sous ce rapport, il convient de préciser que ce mandat non formalisé par une convention, ne soustrait pas CGCOC de l'obligation de se conformer au CMP, pour la dévolution de ces marchés. Le taux de 25% d'avance de démarrage non couverte par une garantie bancaire, est contraire à l'article 97 du CMP.</p> <p>Un troisième contrat de vérification et de supervision des travaux d'aménagement de 53 HA à Diamniadio, a aussi été conclu entre CGCOC et AFRIC CONSULT, pour un montant de 23 000 000 F CFA, le 24 avril 2015 ; ce contrat a aussi été approuvé par le DG de l'APROSI. Les mêmes observations que celles évoquées ci-avant, sont valables pour ce contrat.</p> <p>Décision du CRD N°027/15/ARMP/CRD du 4 février 2015</p> <p>Dans l'exposé des faits, le CRD évoque la lettre N°00111 PM/CAB/CS.GOUV.SD du 3 février 2015 certifiant que la signature du contrat avec la société chinoise CGC Overseas Construction Group. Co. Ltd (CGCOC), doit se faire pour des motifs d'intérêt général, conformément à l'article 76 du CMP.</p> <p>Le CRD, dans sa décision ci-avant mentionnée, a autorisé</p> |
|--|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>à titre exceptionnel, la conclusion d'un marché par entente directe avec CGCOC en prenant acte de la décision de poursuivre ordonnée par le Premier Ministre, en vertu des dispositions de l'article 76 du CMP.</p> <p>Nous avons noté dans l'article 16-02.b) du contrat qu' : « au titre d'avance exceptionnelle sur fournitures à très long délais et onéreuses, le Maître d'ouvrage pourra accorder également, une avance au maximum de 75% de la valeur des fournitures, sur présentation des pièces justificatives, accompagnées d'une caution de garantie de remboursement, cette avance sera déductible sur les décompte à venir, au même titre que l'avance de démarrage ». Ce taux de 75 % n'est pas conforme au taux prévu dans l'article 95-3 du CMP, qui prévoit au titre des avances sur approvisionnement, un plafonnement à 50% du montant du contrat d'achat ou de la commande considérée.</p> <p>L'article 20 du contrat prévoit une retenue de garantie de 10% sur les paiements, en violation de l'article 118 du CMP qui limite le taux à 5% du montant des paiements. A l'exécution, c'est ce taux de 5% qui a été appliqué ; il convient de mettre en cohérence, les documents de marchés avec la réglementation.</p> <p>Nous avons noté que la garantie de restitution d'avance sur matériel et matériaux, délivrée par ECOBANK, est plafonnée à 1 020 937 500 F CFA, alors que les avances faites à ce titre au titulaire du marché, se chiffrent à 1 249 178 000 F CFA, soit un montant de 228 240 500 F CFA non couvert. Une garantie complémentaire aurait dû être exigée au titulaire, avant le paiement de l'avance. Il s'y ajoute, qu'à l'exception de la commande faite au fournisseur MAMUT, pour 175 312 000 F CFA, les justificatifs des commandes et les contrats, ne sont pas classés dans le dossier de marché. Le taux de remboursement de 75% appliqué, n'est pas non plus, conforme à l'article 95 du CMP.</p> <p>Un décompte N° 3 a été établi pour la période allant du 10 juillet 2015 au 8 août 2015, alors qu'un ordre de service de suspension des travaux, avait été notifié au titulaire en réponse à sa requête, au motif que la pluie empêchait la</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                        | <p>poursuite des travaux, pour la période allant du 15 juillet au 15 août 2015. La période couverte par le décompte, ne correspond pas à une période d'activité, pouvant justifier l'émission de ce décompte. La même observation est valable pour le décompte N°5 établi pour la période allant du 3 août 2015 au 10 septembre 2015, alors qu'un ordre de service de suspension des travaux, a été notifié au titulaire du marché, pour la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015. Il convient de veiller à la cohérence interne des documents de marché, car les travaux sont censés être suspendus, du 3 au 15 août 2015 et du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015.</p> <p>Des modifications ont été notées dans la devise de règlement de la quote-part en dollars sur les décomptes N° 6, N° 9 et N°10, sans avenant de modification des conditions initiales du marché. La différence de change négative cumulée, est estimée à 103 880 191 F CFA.</p> <p>Seule la première avance sur approvisionnement de 103 125 000 F CFA, payée en septembre 2015, a été récupérée sur le décompte N°7, alors que d'autres avances sur approvisionnement estimées à 1 015 327 500 F CFA, avaient été facturées et payées. Les avances sur approvisionnements doivent être récupérées au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage.</p> <p>Les décomptes N°8 à N°13 n'ont pas été visés par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes avant paiement.</p> <p>Le montant cumulé des travaux au 8 juillet 2016, se chiffre à 18 318 107 USD et 10 074 958 893 F CFA, pour des travaux dont le coût initial était estimé à 17 995 537 USD et 9 897 545 165 F CFA, soit un dépassement de 322 570 USD et 177 413 728 F CFA, soit un dépassement global de 354 827 000 F CFA, sans avenant.</p> |
| <b>Recommandations</b> | <p>Sélectionner les bureaux de contrôle conformément aux règles applicables en matière de prestations intellectuelles ;</p> <p>Matérialiser les mandats confiés à des tiers par des conventions en bonne et due forme conformément à</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

|  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  | <p>l'article 33 du CMP.</p> <p>Exiger des AMO et des MOD même s'ils sont dans le secteur privé l'application du CMP dès lors que leur mandant est une AC elle-même soumise au CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 97 du CMP ;</p> <p>Se conformer au taux prévu dans l'article 95-3 du CMP qui prévoit au titre des avances sur approvisionnement un plafonnement à 50% du montant du contrat d'achat ou de la commande considérée ;</p> <p>Se conformer à l'article 118 du CMP qui limite le taux de la retenue de garantie à 5% du montant des paiements; il convient de mettre en cohérence les documents de marchés avec la réglementation ;</p> <p>Demander au titulaire du marché de constituer une garantie complémentaire pour couvrir les avances sur approvisionnement ;</p> <p>Exiger du titulaire la production des justificatifs de commande avant le paiement des avances sur approvisionnements qui sont limités à 50% du montant de la commande et non à 75% comme prévu dans le marché ; se conformer à l'article 95 du CMP ;</p> <p>Veiller à la cohérence interne des documents de marché car un décompte ne peut être établi pour une période pendant laquelle les travaux sont censés être suspendus ;</p> <p>Les modifications dans la devise de règlement doivent être effectuées par avenant ;</p> <p>Revoir la formule de calcul de la récupération de l'avance sur les décomptes ;</p> <p>Récupérer les avances sur approvisionnement au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage ;</p> <p>Faire viser les décomptes par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes avant paiement ;</p> <p>Les modifications dans la masse des travaux doivent être faites par avenant ou par OS.</p> |
|--|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                |  |
|------------------------------------------------|--|
|                                                |  |
| <b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b> |  |
| <b>Appréciation du Consultant</b>              |  |

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

#### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

L'examen de l'entente directe portant Réalisation clé en main de la plateforme industrielle intégrée de Diamniadio attribuée à CGCOC pour un montant total de 19 705 090 330 F CFA, 50% en USD soit 17 995 537 USD HT HD, 50% en F CFA 9 897 545 165 F CFA HT HD a permis de constater que :

- La garantie de restitution d'avance sur matériel et matériaux délivrée par ECOBANK, est plafonnée à 1 020 937 500 F CFA, alors que les avances faites à ce titre au titulaire du marché, se chiffrent à 1 249 178 000 F CFA soit un montant de 228 240 500 F CFA non couvert. Une garantie complémentaire aurait dû être exigée au titulaire avant le paiement de l'avance. Il s'y ajoute qu'à l'exception de la commande faite au fournisseur MAMUT pour 175 312 000 F CFA, les justificatifs des commandes et les contrats, ne sont pas classés dans le dossier de marché. Le taux de remboursement de 75% appliqué, n'est pas non plus conforme à l'article 95 du CMP.
- Des modifications ont été notées dans la devise de règlement de la quote-part en dollars sur les décomptes N° 6, N° 9 et N°10, sans avenant de modification des conditions initiales du marché. La différence de change négative cumulée, est estimée à 103 880 191 F CFA.
- Seule la première avance sur approvisionnement de 103 125 000 F CFA payée en septembre 2015, a été récupérée sur le décompte N°7, alors que d'autres avances sur approvisionnement estimées à 1 015 327 500 F CFA, avaient été facturées et payées. Les avances sur approvisionnements, doivent être récupérées au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage.
- Les décomptes N°8 à N°13 n'ont pas été visés par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes, avant paiement.
- Le montant cumulé des travaux au 8 juillet 2016, se chiffre à 18 318 107 USD et 10 074 958 893 F CFA, pour des travaux dont le coût initial était estimé à 17 995 537 USD et 9 897 545 165 F CFA, soit un dépassement de 322 570 USD et 177 413 728 F CFA, soit un dépassement global de 354 827 000 F CFA, sans avenant.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

Demander au titulaire du marché de constituer une garantie complémentaire pour couvrir les avances sur approvisionnement ;

Exiger du titulaire la production des justificatifs de commande avant le paiement des avances sur approvisionnements qui sont limités à 50% du montant de la commande et non à 75% comme prévu dans le marché ; se conformer à l'article 95 du CMP ;

Veiller à la cohérence interne des documents de marché car un décompte ne peut être établi pour une période pendant laquelle les travaux sont censés être suspendus ;

Les modifications dans la devise de règlement doivent être effectuées par avenant ;

Revoir la formule de calcul de la récupération de l'avance sur les décomptes ;

Récupérer les avances sur approvisionnement au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage.

### 3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

#### 3.4.1 Sélection

#### 3.4.2 Travaux effectués

#### 3.4.3 Résultats

| SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE                                                                                                                                                                                                                             |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Des modifications ont été apportées dans les options techniques, notamment la modification du nombre et de la taille des hangars sans faire l'objet de notification d'ordres de service ou donner lieu à la rédaction d'un avenant.                                               |  |
| Les travaux ont été poursuivis au delà du montant initial du marché sans décision de poursuivre.                                                                                                                                                                                  |  |
| SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE                                                                                                                                                                                                                             |  |
| Le maître d'œuvre doit accomplir sa mission de contrôle et de conseil en mettant en œuvre les diligences requises pour la conduite des travaux conformément aux dispositions contractuelles ; l'ordre de service doit être utilisé comme un véritable outil de gestion du marché. |  |

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NONS CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHÉS**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX À COMPÉTITION RESTREINTE**

Les lettres d'invitation à soumissionner ne mentionnent pas l'identité de tous les candidats invités à participer à la procédure de sélection; il s'agit d'une exigence de transparence, à laquelle il convient de se conformer.

Les copies des lettres ne portent pas de mention de leur réception effective par leurs destinataires.

Une copie de la page du cahier de transmission devrait être classée dans le dossier de marché, pour permettre aux vérificateurs de s'assurer de la transmission et de la réception effective des DAC.

La date limite de dépôt des offres n'est pas précisée ni la durée de validité des offres.

Nous avons noté l'ouverture concomitante des offres techniques et des offres financières en violation de l'article 80 du CMP.

Les notes individuelles attribuées par chaque évaluateur, ne sont pas annexées au procès-verbal d'évaluation.

Nous avons noté que deux méthodes de sélection sont prévues dans une seule et unique procédure concurrentielle. Le choix de la méthode doit être clair et ne prêter à aucune confusion, susceptible d'entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement.

Le PV de négociation n'est pas classé dans le dossier de marché.

Des avances de démarrage sont payées pour des montants qui dépassent les limites prévues par le CMP.

Les contrats ne sont pas toujours soumis à la formalité de l'enregistrement, avant la mise en règlement des factures.

L'AC ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 4 et 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de

la procédure de DRP pris en application de l'article 78 du CMP,

Les lettres d'information des soumissionnaires non retenus ne sont pas systématiquement classées dans le dossier de marché.

Les procès-verbaux du Comité Technique devant valider les livrables, pour les missions de prestations intellectuelles ne sont pas joints aux liasses de règlement du solde des honoraires.

L'APROSI, en sa qualité de Maître d'Ouvrage Délégué, a conduit les procédures de sélection de prestataires, pour cette mission d'étude géotechnique. Nous avons noté que c'est la Commission des Marchés du Maître d'Ouvrage (le MIM), qui a procédé aux opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution, en lieu et place de la Commission des Marchés de l'APROSI, qui a lancé la procédure de sélection.

**ED Réalisation clé en main de la plateforme industrielle intégrée de Diamniadio attribuée à CGCOC pour un montant total de 19 705 090 330 F CFA 50% en USD soit 17 995 537 USD HT HD, 50% en F CFA 9 897 545 165 F CFA HT HD**

Un contrat a été signé entre le titulaire du marché CGCOC et le Cabinet ICA INGENIEURS CONSEIL ASSOCIES, pour l'exécution d'une mission de contrôle et de supervision des travaux de voirie du P2I, pour un montant de 84 408 810 F CFA, pour une durée d'exécution de six mois, qui manque de cohérence avec la durée d'exécution des travaux initialement fixée à 11 mois, auxquels s'ajoute un mois pour les études. Les paiements au profit du bureau de contrôle sont effectués par le Maître d'ouvrage. Ce contrat comporte dans ses modalités de règlement, le paiement d'une avance de 25% non couverte par une garantie de restitution d'avance. Le mode de dévolution de ce contrat, semble avoir été choisi pour contourner les contraintes d'une sélection par une procédure ouverte, d'un consultant pour la mission de contrôle et de supervision des travaux.

Un deuxième contrat de contrôle technique de la solidité des ouvrages, a été signé le 16 juin 2015, entre le titulaire du marché CGCOC et SCAT INTERNATIONAL ; ce contrat a été approuvé par le Directeur Général de l'APROSI qui n'est a priori, pas partie prenante au contrat. Cette approbation confirme que la mise en première ligne de CGCOC, tendrait plutôt à contourner les procédures nationales de passation de marché. Sous ce rapport, il convient de préciser que ce mandat non formalisé par une convention, ne soustrait pas CGCOC, de l'obligation de se conformer au CMP, pour la dévolution de ces marchés. Le taux de 25% d'avance de démarrage non couverte par une garantie bancaire, est contraire à l'article 97 du CMP.

Un troisième contrat de vérification et de supervision des travaux d'aménagement de 53 HA à Diamniadio, a aussi été conclu entre CGCOC et AFRIC CONSULT pour un montant de 23 000 000 F CFA, le 24 avril 2015 ; ce contrat a aussi été approuvé par le DG de l'APROSI. Les mêmes observations que celles évoquées ci-avant sont valables pour ce contrat.

Décision du CRD N°027/15/ARMP/CRD du 4 février 2015

Dans l'exposé des faits, le CRD évoque la lettre N°00111 PM/CAB/CS.GOUV.SD du 3 février 2015, certifiant que la signature du contrat avec la société chinoise CGC Overseas Construction Group. Co. Ltd (CGCOC), doit se faire pour des motifs d'intérêt général, conformément à l'article 76 du CMP.

Nous avons noté dans l'article 16-02.b) du contrat qu' : « au titre d'avance exceptionnelle sur fournitures à très long délais et onéreuses, le Maître d'ouvrage pourra accorder également une avance, au maximum de 75% de la valeur des fournitures, sur présentation des pièces justificatives, accompagnées d'une caution de garantie de remboursement, cette avance sera déductible sur les décomptes à venir, au même titre que l'avance de démarrage ». Ce taux de 75 % n'est pas conforme au taux prévu dans l'article 95-3 du CMP qui prévoit au titre des avances sur approvisionnement, un plafonnement à 50% du montant du contrat d'achat ou de la commande considérée.

L'article 20 du contrat prévoit une retenue de garantie de 10% sur les paiements, en violation de l'article 118 du CMP qui limite le taux à 5% du montant des paiements. A l'exécution, c'est ce taux de 5% qui a été appliqué ; il convient de mettre en cohérence les documents de marchés avec la réglementation.

Nous avons noté que la garantie de restitution d'avance sur matériel et matériaux délivrée par ECOBANK, est plafonnée à 1 020 937 500 F CFA, alors que les avances faites à ce titre au titulaire du marché, se chiffrent à 1 249 178 000 F CFA, soit un montant de 228 240 500 F CFA non couvert. Une garantie complémentaire aurait dû être exigée au titulaire, avant le paiement de l'avance. Il s'y ajoute qu'à l'exception de la commande faite au fournisseur MAMUT, pour 175 312 000 F CFA, les justificatifs des commandes et les contrats, ne sont pas classés dans le dossier de marché.

Un décompte N° 3 a été établi pour la période allant du 10 juillet 2015 au 8 août 2015, alors qu'un ordre de service de suspension des travaux avait été notifié au titulaire, en réponse à sa requête, au motif que la pluie empêchait la poursuite des travaux, pour la période allant du 15 juillet au 15 août 2015. La période couverte par le décompte ne correspond pas à une période d'activité pouvant justifier l'émission de ce décompte. La même observation est valable pour le décompte N°5, établi pour la période allant du 3 août 2015 au 10 septembre 2015, alors qu'un ordre de

service de suspension des travaux, a été notifié au titulaire du marché, pour la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015. Il convient de veiller à la cohérence interne des documents de marché, car les travaux sont censés être suspendus, du 3 au 15 août 2015 et du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 2015.

Des modifications ont été notées dans la devise de règlement de la quote-part en dollars, sur les décomptes N° 6, N° 9 et N°10, sans avenant de modification des conditions initiales du marché. La différence de change négative cumulée, est estimée à 103 880 191 F CFA.

Seule la première avance sur approvisionnement de 103 125 000 F CFA payée en septembre 2015, a été récupérée sur le décompte N°7, alors que d'autres avances sur approvisionnement, estimées à 1 015 327 500 F CFA, avaient été facturées et payées. Les avances sur approvisionnements doivent être récupérées, au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage.

Les décomptes N°8 à N°13 n'ont pas été visés par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes, avant paiement.

Le montant cumulé des travaux au 8 juillet 2016, se chiffre à 18 318 107 USD et 10 074 958 893 F CFA, pour des travaux dont le coût initial était estimé à 17 995 537 USD et 9 897 545 165 F CFA, soit un dépassement de 322 570 USD et 177 413 728 F CFA, soit un dépassement global de 354 827 000 F CFA, sans avenant.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **DRP CR**

Mentionner la dénomination sociale de tous les candidats invités à participer à la procédure de sélection dans les lettres d'invitation à

soumissionner ;

Donner une date certaine à l'établissement, la transmission et la réception de tous les documents de marchés ;

Préciser la durée de validité des offres dans les DAC et veiller à la cohérence des informations consignées dans les lettres d'invitation à soumissionner ;

Pour les marchés de prestations intellectuelles, l'ouverture des offres financières ne doit se faire que dans une deuxième phase après l'évaluation des offres techniques et seulement pour les soumissionnaires dont les offres techniques ont obtenu au moins la note technique minimale requise dans les données particulières du dossier d'appel à la concurrence ;

Etre précis dans le choix de la méthode de sélection pour éviter les risques de confusion et l'annulation de la procédure à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement ;

Se conformer aux dispositions de l'article 97 du CMP ;

Veiller à ce que le titulaire du marché se conforme aux dispositions de l'article 150 du CMP et de l'article 464.9 du CGI ;

Se conformer à l'article 12 de l'arrêté 00107 du 7 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP en application de l'article 78 du CMP aux termes duquel les procédures de DRP doivent être soumises obligatoirement à la revue de la CPM de l'AC. Formaliser cette revue de la CPM sur les DRP ;

Se conformer à l'article 4 de l'arrêté N°107 du MEF ci-avant mentionné ;

Joindre à la liasse de règlement le procès-verbal du Comité Technique avant le règlement du solde des honoraires ;

Se conformer aux dispositions de l'article 36 du CMP.

**ED**

Sélectionner les bureaux de contrôle conformément aux règles applicables en matière de prestations intellectuelles ;

Matérialiser les mandats confiés à des tiers par des conventions en bonne et due forme conformément à l'article 33 du CMP. Exiger des AMO et des MOD même s'ils sont dans le secteur privé l'application du CMP dès lors que leur mandant est une AC elle-même soumise au CMP ;

Se conformer aux dispositions de l'article 97 du CMP ;

Se conformer au taux prévu dans l'article 95-3 du CMP qui prévoit au titre des avances sur approvisionnement un plafonnement à 50% du montant du contrat d'achat ou de la commande considérée ;

Se conformer à l'article 118 du CMP qui limite le taux de la retenue de garantie à 5% du montant des paiements; il convient de mettre en cohérence les documents de marchés avec la réglementation ;

Demander au titulaire du marché de constituer une garantie complémentaire pour couvrir les avances sur approvisionnement ;

Exiger du titulaire la production des justificatifs de commande avant le paiement des avances sur approvisionnements qui sont limités à 50% du montant de la commande et non à 75% comme prévu dans le marché ; se conformer à l'article 95 du CMP ;

Veiller à la cohérence interne des documents de marché car un décompte ne peut être établi pour une période pendant laquelle les travaux sont censés être suspendus ;

Les modifications dans la devise de règlement doivent être effectuées par avenant ;

Revoir la formule de calcul de la récupération de l'avance sur les décomptes ;

Récupérer les avances sur approvisionnement au même rythme que l'avance forfaitaire de démarrage ;

Faire viser les décomptes par le Maître d'œuvre qui est censé valider lesdits décomptes avant paiement ;

|                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Les modifications dans la masse des travaux doivent être faites par avenant ou par OS. |
|                                                                                        |

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

NA

**SECTION 6**  
**STATISTIQUES DES ANOMALIES**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

| Description                                                                                                                                      | DRP CR                                                                                                                       | DRP CR                                                                                                                                               | ED                                                                           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Nature</b>                                                                                                                                    | Sélection d'un consultant pour la réalisation de l'étude géotechnique pour la plateforme industrielle intégrée de Diamniadio | Sélection d'un consultant pour la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social du projet plateforme industrielle intégrée de Diamniadio | Réalisation clé en main de la plateforme industrielle intégrée de Diamniadio |
| <b>Attributaires</b>                                                                                                                             | CEREEQ                                                                                                                       | SYNERGIE ENVIRONNEMENT                                                                                                                               | CGCOC                                                                        |
| <b>Montants en F CFA TTC</b>                                                                                                                     | 29 513 275 F CFA                                                                                                             | 17 700 000 F CFA                                                                                                                                     | 19 705 090 330 F CFA                                                         |
| Article 4 de l'arrêté N° 107 du 07 janvier 2015 portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP en application de l'article 78 du CMP  | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |
| Article 12 de l'arrêté N° 107 du 07 janvier 2015 portant modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP en application de l'article 78 du CMP | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |
| Identité des candidats consultés non mentionnées sur les lettres d'invitation                                                                    | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |
| Date limite de dépôt des offres et durée de validité des offres non mentionnées dans les lettres d'invitation                                    | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |
| Non exhaustivité des documents de passation des marchés                                                                                          | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |
| Violation de l'article 33 du CMP sur les rapports entre l'AC et le MOD                                                                           |                                                                                                                              |                                                                                                                                                      | ✓                                                                            |
| Violation de l'article 36 du CMP sur la commission des marchés                                                                                   | ✓                                                                                                                            | ✓                                                                                                                                                    |                                                                              |

|                                                                                            |   |   |   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|
| Violation de l'article 76 du CMP sur les ententes directes                                 |   |   | ✓ |
| Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles                       | ✓ | ✓ |   |
| Violation de l'article 86.3 du CMP sur le point de départ de la mise en vigueur du contrat |   | ✓ |   |
| Violation de l'article 95.3 du CMP sur les avances                                         |   |   | ✓ |
| Violation de l'article 97 du CMP sur l'avance de démarrage                                 | ✓ | ✓ | ✓ |
| Violation de l'article 118 du CMP sur la retenue de garantie                               |   |   | ✓ |
| Violation de l'article 150 du CMP sur l'enregistrement des contrats                        | ✓ | ✓ |   |
| Violation de l'article 464.9 du CGI sur l'enregistrement des contrats                      | ✓ | ✓ |   |

## 7. ANNEXES

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 17 novembre 2015

**Monsieur le Directeur Général  
de l'Agence d'Aménagement, de Promotion  
et des Sites Industriels  
(APROSI)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2015

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci-joint pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos observations dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye  
Directeur-Associé**

*17/11/2016*  
**APROSI**

## **7.2 PAS DE REPONSES DE L'APROSI**